RESILAC*
*REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INCLUSIF DU LAC TCHAD

RESILAC à l'écoute

REGION / AVRIL - JUIN 2020

Résultats des enquêtes réalisées entre avril et juin 2020 auprès des bénéficiaires et partenaires du projet RESILAC au Tchad, Niger, Nigeria et Cameroun

Table des matières

Introduction et méthodologie 2
Résultats clés 2
Analyse détaillée 3
Recommandations 5

Cofinancé par l'Union européenne
et l'Agence Française de Développement

Feedback Day : introduction et méthodologie

Méthode à mi-chemin entre l'Outcome Harvesting[1] et l'EIMS[2], l'initiative « feedback day » s'inscrit dans une démarche d'apprentissage continue et complémentaire au mécanisme de gestion de plaintes. L'objectif est de fournir un cadre d'échange régulier avec les parties prenantes du projet nous permettant retracer les effets attendus et non attendus de l'action, comprendre comment l'intervention a contribué et quel ajustement serait nécessaire pour améliorer la qualité.

Les échanges sont organisés de façon trimestrielle avec les différentes parties prenantes du projet (autorités, bénéficiaires et non bénéficiaires, partenaires, etc.), avec un accent particulier aux critères de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS)[3]. La qualité et la pertinence des échanges sont privilégiés sur la représentativité et/ou la taille de l'échantillon et sur la standardisation de la collecte. Les résultats font l'objet d'un atelier interne, permettant de questionner et/ou clarifier les informations et identifier conjointement des leviers de changement pour améliorer la qualité de l'action.

Ce premier rapport présente les résultats des enquêtes couvrant le deuxième trimestre de 2020[4], réalisées pendant le mois de juin dans les 4 pays d'intervention :

- → Nigeria, du 11 au 23, 36 répondants à Jere et Monguno ;
- → Cameroun, du 21 au 23, 79 répondants à Mindif et Dargala ;
- → Tchad, du 22 au 24, 33 répondants à Nguéléa1, Nguéléa2 et Bol ;
- → Niger, du 22 au 25, 64 répondants à Chétimari, Mainé Soroa et N'Guigmi.

Résultats clés

➔ **Consultation participative :** l'approche du projet reposant sur une **démarche participative** des parties prenantes est vivement salué par les communautés. Les parties consultées estiment cette stratégie a un impact remarquable sur le **renforcement du tissu sociale** et la **pérennité** de l'assistance proposée qui, à différence des interventions purement humanitaires, s'adapterait mieux à leurs besoins à court et à long terme.

➔ **Activités complémentaires pour une autonomisation renforcée :** l'articulation séquentielle des **activités multisectorielles** est mise en avant par les communautés comme un des éléments les plus appréciés du projet. Outre les résultats espérés de chaque activité, des effets non attendus très positifs sont constatés sur l'**engagement** et la **prise de conscience** collective. Selon les témoignages, ceci favoriserait le concours et le rôle actif de tous les acteurs pour une **gestion concertée du territoire** et la réalisation de « rêves collectifs ».

➔ **Communication asymétrique :** la démarche participative implique nécessairement des efforts supplémentaires en termes de communication et partage d'information envers les parties prenantes. Au

[1] Le concept central de *l'outcome harvesting*, aussi appelée « récolte des effets », repose sur la définition d'un effet ou résultat en tant que changement observable dans le comportement d'individus, groupes, communautés, organisations ou institutions. La méthode consiste à traquer ces preuves de changements puis analyser le lien de causalité avec la politique/programme évalué.

[2] Evaluation Itérative avec Mini Séminaire (EIMS) développée par le Groupe URD et menée annuellement dans le cadre du projet RESILAC.

[3] La Norme Humanitaire Fondamentale est le fruit d'un processus de collaboration entre le Groupe URD, le Partenariat pour la redevabilité humanitaire (HAP en anglais) International, People In Aid et le Projet Sphère. Elle énonce neuf engagements que les organisations et les individus impliqués dans une intervention humanitaire peuvent utiliser pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide apportée. Elle facilite aussi une redevabilité accrue envers les communautés et les personnes affectées par les crises qui, sachant à quoi se sont engagées les organisations humanitaires, pourront leur demander des comptes. En savoir plus : https://www.urd.org/fr/projet/contribution-a-lelaboration-de-la-norme-humanitaire-fondamentale-chs/

[4] Pendant le premier trimestre (janvier-mars), l'enquête *Feedback Day* a été réalisée seulement au Tchad et au Nigeria, en raison des restrictions imposées par la crise sanitaire. Les résultats ont été intégrés à ce premier rapport pour faciliter la compréhension de la méthodologie.

Tchad et au Niger, la fréquence régulière et la transparence des échanges avec les équipes du projet ont été soulignés par les acteurs consultés, qui affirment se sentir informés et impliqués dans la mise en œuvre. En revanche, au Cameroun et au Nigeria les réponses montrent le besoin de fluidifier la communication auprès des autorités et renforcer la sensibilisation auprès des bénéficiaires.

➔ **Recommandations prises en compte.** Au Tchad, les recommandations formulées lors de la précédente enquête (janvier-mars 2020) ont donné lieu aux premiers ajustements visant améliorer la qualité de l'intervention, soulignant la pertinence de l'initiative et l'attachement du projet à l'apprentissage continu.

➔ **Impacts liés à la crise sanitaire.** Il est tôt pour inférer des analyses sur l'impact de la crise sanitaire, mais les bénéficiaires accusent déjà des difficultés liées aux retards, ou suspensions temporaires de certaines activités, en particulier celles liés à la réinsertion économique. L'arrivée de la saison des pluies repoussera davantage les parcours des bénéficiaires impliquant des travaux agricoles et/ou d'élevage.

Analyse détaillée

Cette analyse est une synthèse issue des résultats des rapports nationaux, qui reposent sur les réponses et les observations directes recueillies sur le terrain, étudiées conjointement avec les équipes programmatiques. Les propos les plus marquants ont été inclus afin d'éclairer les questions abordées.

Q.1. Quels sont les éléments de RESILAC qui vous plaisent le plus ?

L'approche nexus incarné par le projet est salué de manière générale par les communautés. Les éléments les plus appréciés à cet égard sont :

Consultation participative
Les personnes interviewées saluent l'**implication** et la **participation active** des partenaires, des autorités locales, des leaders traditionnels et/ou religieux et des bénéficiaires dans les différentes étapes de la mise en œuvre des activités. La plupart estiment que ceci est davantage renforcé par le **suivi de proximité** et la présence continue des équipes sur le terrain, facilitant leur **engagement et adhésion** aux activités du projet.

Renforcement du tissu social
Au-delà des actions spécifiquement liées au vivre-ensemble, les activités rassemblent les membres de la communauté à de nombreux moments. Ces rencontres facilitent que les gens apprennent à **se connaître, s'apprécier et se faire confiance**. Dans les quatre pays d'intervention, et en particulier au Nigeria, cette stratégie de mise en œuvre a eu des effets très positifs, renforçant le **tissu social**, **brisant des clivages** (entre générations, entre ethnies, entre couches sociales, etc.) et **favorisant l'entre-aide** dans les zones les plus touchées par la crise sécuritaire.

Valorisation du savoir-faire local
L'adaptation des appuis techniques aux différents contextes est très appréciée par les bénéficiaires, en particulier ceux liés à l'encadrement métier des jeunes et des producteurs. Les personnes interviewées au Tchad expliquent, par exemple, que l'apprentissage pratique dans les Champ Ecole Paysans facilitent la **récupération et valorisation de cultures et produits locaux propres au terroir**, dont les plus jeunes ne savaient pas s'en servir auparavant, et la **transmission de connaissances entre membres de la communauté.**

Complémentarité des activités
Les éléments ressortis des échanges montrent que **l'articulation séquentielle des activités multisectorielles** est très appréciée par les communautés, ayant

Avant les gens passaient leur temps chez eux. Tout le monde se méfiait de tout le monde. Mais les agents de RESILAC, nous ont appris que c'est ensemble qu'on est plus fort et qu'on se sent mieux. Aujourd'hui les gens se rendent visite, s'entraident et font des activités ensemble.
Bénéficiaire, Maroua, Cameroun

La situation de notre village s'est améliorée cette année grâce aux techniques et stratégies de vivre-ensemble apprises, et l'appui à la gestion des ressources naturelles à potentiel problème. On a pu discuter tous autour de la gestion [des ressources naturelles], pour éviter des conflits.
Leader communautaire, Ngarangou, Tchad

apporté des effets positifs au-delà de l'attendu. Au Cameroun, par exemple, l'alphabétisation fonctionnelle a facilité que certains parents puissent suivre et mieux accompagner leurs enfants scolarisés.

> *Nous sommes quatre ethnies ici autour de cette cuvette. Les travaux d'aménagement ont permis aux jeunes du village d'être ensemble pour une question d'intérêt commun.*
> *Notable, Yambal, Niger*

Autonomisation et pérennité
La plupart des interviewés soulignent que la participation dans le projet leur a permis de satisfaire leurs **besoins prioritaires** (nourritures, habillement) pour s'investir dans des activités qui les soutiendront sur le long terme en vue de leur **autonomisation**.

Au Niger, par exemple, les villages d'Adebour et Yambal ont été appuyés à travers l'aménagement de systèmes d'irrigation pour la production maraichère (réhabilitation de leurs cuvettes par la mise en place des clôtures grillagées, des bassins de stockage d'eau et des réseaux californiens). En plus d'avoir augmenté le revenu des ménages ayant participé aux travaux (impact rapide), les villageois soulignent que la disponibilité des produits maraîchers toute l'année constitue le déclic pour une future autonomisation.

Encore au Cameroun, l'aménagement de biefs à Taparéo et Domayo servant à recycler l'eau des pluies est déjà mis à contribution de diverses activités (pêche, maraichage, lavage). Les bénéficiaires ont prévu que ces réserves alimentent la nappe phréatique du sous-sol, et puissent servir à construire des puits et des forages pour l'autosuffisante des ménages, ainsi que pour désenclaver 16 villages environnants dont l'accès était souvent coupé pendant la saison des pluies.

Q.2. Recevez-vous suffisamment d'information à propos de RESILAC ?

Communication régulière et transparente
De façon générale, les personnes interviewées au Tchad et au Niger estiment être régulièrement consultées et se sentir impliquées dans le projet. Elles soulèvent que la fréquence et la transparence des échanges avec les équipes fluidifie la mise en œuvre des activités du projet. En effet, il est noté que le suivi rapproché sur le terrain et l'identification des points focaux communautaires facilite la remontée des doléances et/ou retours des bénéficiaires, qui affirment se sentir informés.

Entretien individuel, Feedback Day au Tchad, Juin © — 2020 — ACF. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Manque d'information
Au Cameroun, les réponses laissent entrevoir un manque d'information auprès des parties prenantes. Les autorités déplorent le manque d'information suffisante et à temps sur l'avancée des activités. Ceci, affirment-ils, entrave leur propre planification et engagement dans les activités communautaires.

Au Nigeria, il s'agirait plutôt d'un manque d'information sur la gouvernance du projet : la plupart des enquêtés évoquent RESILAC comme étant une organisation et non pas un projet mis en œuvre par un consortium de partenaires internationaux et locaux. Ceci s'explique en partie par la politique de visibilité réduite (en raison des contraintes et risques sécuritaires), mais pourrait être adressé à travers une meilleure et plus claire communication auprès des parties prenantes.

Q.3. Avez-vous eu une difficulté/problème avec une de nos interventions ?

Ciblage
De façon générale, la plupart des personnes se montrent satisfaites avec la **transparence et clarté du processus** de ciblage. Toutefois, les communautés semblent très sensibles au faible nombre bénéficiaires directs. Au Tchad, par exemple, quelques personnes auraient soulevé que les comités de ciblage « n'auraient pas suivi les critères »

de sélection (définis conjointement) dans l'identification des travailleurs THIMO. Après avoir fait l'objet d'un suivi particulier, le mécontentement semblerait plutôt naître du nombre réduit de bénéficiaires des chantiers THIMO, et non sur le respect des critères. Des sessions de sensibilisation et de communication ont été organisées afin de clarifier le sujet auprès des communautés concernées.

Travaux agricoles : paiement, planification et matériel proposé
Les personnes interviewées remontent des retards sur le paiement des travailleurs THIMO. Dans certains cas, comme au Niger, ceci s'expliquerait par les restrictions imposées par la crise sanitaire. Dans le reste des pays, ceci a déjà été souligné et fait l'objet de discussions spécifiques avec les différentes agences locales de transfert de fonds.

Au Niger et au Cameroun, les participants aux chantiers évoquent plutôt des difficultés liées à la planification saisonnière des travaux agricoles. Selon eux, la préparation champêtre avant la saison des pluies nécessite une charge de travail supplémentaire, difficile de mener parallèlement avec leurs propres activités.

Lors des échanges au Tchad, les bénéficiaires soulignent la qualité mitigée du matériel de travail fourni pour la réhabilitation d'actifs communautaires (chantiers THIMO). Cet aspect avait déjà fait l'objet d'une première révision à la fin de phase d'amorce, afin de correspondre aux standards de qualité du projet. Cependant, il semblerait que certains des outils continuent à ne pas être adaptés, ou de faible qualité. Cette question fera donc l'objet d'un suivi particulier.

Interruption des activités : Covid-19
Les restrictions liées à la crise sanitaire ont imposé une interruption temporaire des activités proposées pour la réinsertion économique. L'ajournement des appuis techniques et formations, dont la mise en œuvre est incompatible avec les mesures nationales, reportera à son tour l'encadrement et soutien matériel au micro-entreprenariat et le lancement des activités économiques. L'arrivée de la saison des pluies repoussera davantage les parcours nécessitant de travaux agricoles et/ou d'élevage. Certains bénéficiaires expriment une forte démotivation et vivent cela comme une grande difficulté, ce qui fera l'objet d'un examen approfondi par les équipes du projet.

Nous attendons impatiemment le reprise de la formation professionnelle pour boucler le cycle, car nous étions à quelques jours de la fin lorsqu'on a suspendu suite au COVID-19. Ici chacun rêve du jour où il sera responsable de lui-même afin de mieux soutenir sa famille et les autres.
Bénéficiaire Adebour, Niger

Notre AVEC a postulé pour les microprojets parce nous voulons faire la pisciculture mais depuis nous attendons toujours le verdict de la sélection pour commencer cette activité
Bénéficiaire appui aux AVEC, Dargala, Cameroun

Q.5.Que pourrions-nous faire pour améliorer la qualité de nos interventions?

L'apprentissage est un processus continu et s'inscrit dans une démarche de capitalisation interne du projet. Ainsi, cette section présente les recommandations retenues par les équipes nationales en vue de réaliser des ajustements pour améliorer la qualité de l'intervention.

*Afin d'assurer le suivi de ces évolutions, la mise en œuvre des recommandations est évaluée d'un trimestre à l'autre et présentée à travers un code couleur permettant d'identifier : en **vert**, celles qui sont considérées comme ayant été suivies et prises en compte ; en **orange**, celles qui nécessitent encore d'un suivi lors de la prochaine enquête ; en **rouge**, les nouvelles recommandations formulées, à suivre lors de la prochaine enquête.*

Ce suivi des recommandations est réalisé dans le présent rapport pour le Tchad et le Nigeria (ayant participé au Feedbak Day le trimestre précédent). Dans le cas du Niger et du Cameroun, les premières recommandations seront évaluées lors du prochain trimestre.

TCHAD

#1	**Associer** toutes les couches sociales	Cette recommandation a été prise en compte et les suivants ajustements vivement salués par la communauté: l'établissement de critères inclusifs dans les formations et dans les chantiers HIMO et la formalisation des cadres communautaire élargis de consultation (pilier 2) et de concertation (pilier 1).
#2	**Tenir compte** des pratiques endogènes des communautés	Cette recommandation a servi pour améliorer et adapter aux pratiques endogènes la méthodologie utilisée dans le cadre du pilier 1, en particulier sur le développement du schéma d'aménagement du territoire, ainsi qu'au sein du pilier 2 sur l'identification de pratiques agro écologiques adaptées.
#3	**Respecter** les échéances accordées	Compte tenu du retard de certaines activités, lié aux restrictions imposées par la crise sanitaire, cette recommandation fera l'objet d'un suivi postérieur.
#4	**Adapter les supports des formations**	Les personnes interviewées ont montré leur satisfaction générale sur les formations organisées. Cependant, ils soulignent que des efforts supplémentaires pourraient être réalisées afin de proposer des boîtes à images et des exemples pratiques, à l'égard des individus ne pouvant pas lire et/ou écrire.

NIGERIA

#1	Renforcer la campagne de **sensibilisation et information** sur le projet	Les restrictions imposées par la crise sanitaire n'ont pas permis de suivre cette recommandation, qui fera l'objet d'un suivi postérieur au démarrage des activités.
#2	**Respecter** les échéances accordées	Compte tenu du retard de certaines activités, lié aux restrictions imposées par la crise sanitaire, cette recommandation fera l'objet d'un suivi postérieur.
#3	Diversifier les **activités sportives et culturelles** visant la cohésion sociale	Les personnes interviewées ont exprimé leur satisfaction avec les activités de sensibilisation sur le vivre-ensemble (débats citoyens, formations, etc.), avec un accent particulier sur celles orientés vers les célébrations culturelles et évènements sportifs. Selon eux, cela attirerait d'avantage les jeunes générations et permettrait de traiter des sujets sensibles dans un cadre récréatif.

NIGER

#1	Revoir la planification selon les **variations saisonnières**	Au vue de l'évolution du contexte, il serait nécessaire d'adapter la programmation des travaux agricoles, entre autres, aux périodes et besoins des bénéficiaires (Exemple : diminuer la norme homme/jour à l'approche de la campagne d'hivernage pour donner du temps aux bénéficiaires pour la préparation de leurs champs) ;
#2	**Respecter** les échéances accordées	Respecter les échéances accordées (formation professionnelle, paiement des travailleurs HIMO, appui aux groupements, etc.).

CAMEROUN

#1	Renforcer la **communication**	Assurer un partage d'information régulier auprès des autorités locales afin de les tenir informées à temps de la planification des activités et/ou des ajustements de certaines activités.
#2	**Appuyer les initiatives** issues de la communauté	Les activités liées au renforcement des AVEC ont été émulées par les communautés non bénéficiaires, qui demandent un soutien supplémentaire en formation technique. L'appui aux initiatives communautaires sera étudié par les équipes du projet, toutefois en tenant compte des ressources limités disponibles.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité du Groupe URD et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni de l'Agence Française de Développement.

Cofinancé par l'Union européenne
et l'Agence Française de Développement